



Assemblée générale

Distr. générale
3 mai 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Points 141 et 148 de l'ordre du jour

Budget-programme de 2021

Régime commun des Nations Unies

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session

Quarante-deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2021

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session ([A/75/845](#)). À cette occasion, il a reçu un complément d'information avant de recevoir des réponses écrites le 14 avril 2021.

2. Dans sa résolution [75/245](#) B sur le régime commun des Nations Unies, adoptée le 16 avril 2021, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général :

a) de présenter, dans son prochain rapport, des informations détaillées et actualisées sur les divergences de jurisprudence entre les deux tribunaux sur les questions relevant de la Commission de la fonction publique internationale, ainsi qu'une évaluation de l'effet qu'elles ont sur la cohérence du régime commun des Nations Unies ;

b) de présenter un nouveau rapport assorti de propositions détaillées et d'une analyse approfondie des solutions envisageables, en donnant la priorité aux mesures impliquant des changements dans le jugement des affaires relatives à la Commission de la fonction publique internationale, décrites à la partie D de la section IV de son rapport, et aux mesures citées dans la partie B, relatives à l'examen des jugements rendus par les tribunaux et à l'établissement d'orientations par la Commission, ainsi qu'à l'accroissement des échanges entre les tribunaux, et de le lui présenter pour examen au plus tard à sa soixante-dix-septième session ;

c) de lui présenter, durant la partie principale de sa soixante-seizième session, un exposé informel sur l'état d'avancement du rapport sur les questions de compétence au regard du système commun des Nations Unies.



3. Le Secrétaire général indique que les activités et le rapport prévus entraîneraient des dépenses supplémentaires non renouvelables en 2021 et 2022 au titre de (A/75/845, par. 4) :

- a) Deux emplois de temporaire, un administrateur général juriste (D-1) et un juriste adjoint de 1^{re} classe (P-2), du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2022 ;
- b) Un crédit pour le déplacement des deux membres du personnel de New York à Genève pour la participation à des réunions en présentiel ;
- c) Des services contractuels pour l'établissement d'un rapport, de 20 000 mots selon les estimations, qui serait traduit dans toutes les langues officielles et présenté durant la partie principale de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

4. Le Secrétaire général explique que les ressources susmentionnées n'ont pas été prévues dans le budget-programme de 2021, ce qui signifie que l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 212 000 dollars au chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) serait nécessaire. Un crédit supplémentaire d'un montant de 495 200 dollars pour 2022, dont 62 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 432 300 dollars au chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité), serait ouvert dans les chapitres respectifs du projet de budget-programme pour 2022.

5. Les mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre sont énoncées au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :**

- a) **d'approuver l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 212 000 dollars (au titre de dépenses non renouvelables) au chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) du budget-programme de 2021 ;**
- b) **d'approuver l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 25 200 dollars (au titre de dépenses non renouvelables) au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de 2021, qui serait compensée par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).**